



Sarkozy face au devoir de mémoire

Ses futurs rapports politiques avec l'Algérie en dépendent largement

Par [Hassan Moali](#)

Mondialisation.ca, 08 mai 2007

[El Watan](#) 8 mai 2007

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#)

Le hasard du calendrier mais aussi celui de l'histoire a fait coïncider la commémoration du massacre du 8 mai 1945, commis par l'armée coloniale française à Sétif, Guelma et Kherrata avec l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence française.

Le parallèle aurait pu être anodin, n'était que ce personnage fait décidément peur à de larges secteurs de l'opinion, en France comme en Algérie. Il est certain que les Algériens ne commémoreront pas aujourd'hui le triste souvenir de cette tragédie avec un froid et un recul qui sied à ce genre de repères historiques. Ceci, bien que la scélérate loi du 23 février 2003 votée puis supprimée par l'assemblée UMP, a ravivé les rancœurs et les rancunes entre l'Algérie et la France. Aujourd'hui, les Algériens mettront sans doute une sacrée dose de patriotisme et éprouveront un peu plus de haine à l'égard de la France coloniale. Et la France sarkozienne surtout. C'est, indubitablement, un regard pessimiste et chagriné que poseront aujourd'hui les Algériens sur ce massacre contre l'humanité. Plus chagriné qu'il ne l'a été depuis longtemps. En propulsant un homme pour qui ces tragiques événements devraient être effacés des mémoires sanguinolentes des Algériens au panthéon de la République, les Français auront voté le déni de la mémoire au lieu et place du devoir de mémoire. Désormais, les Algériens savent à quoi ils devraient s'attendre avec un homme qui, par son insondable arrogance, refuse d'avoir le courage d'un grand homme politique de reconnaître les méfaits de ses aïeux, bien qu'il ne soit pas un Français de souche. Et c'est peut-être justement sa condition de fils d'immigré hongrois qui fait de lui un homme incassable, intraitable dès qu'il s'agit de reconnaître les torts de la France, histoire de montrer patte blanche. Ce n'est pas par hasard qu'il compte parmi le petit carré d'hommes politiques français à rester réfractaire à toute idée de repentance vis-à-vis des crimes coloniaux en Algérie. C'est le prix à payer pour un homme qui traîne comme un boulet ses origines hongroises. Il lui fallait donc, autant que faire se peut, être plus français que les Français eux-mêmes. En se faisant élire à l'Elysée, Nicolas Sarkozy aura réussi son examen. « Dès mon jeune âge, j'ai aimé la France ... », a-t-il lâché à juste titre, au soir de sa victoire. Voilà qu'il est enfin reconnu en tant que tel, devait-il se dire, ce dimanche béni, place de la Concorde. A n'en point douter, Nicolas Sarkozy va renvoyer rapidement l'ascenseur à ceux qui l'ont décomplexé. Il sera ce président qui aura la réponse scellée et non négociable sur la question du devoir de mémoire et de la repentance. Il sera le gardien du temple de la bien « pensance française ». Il se fera un plaisir d'asséner aux Algériens un jour de 8 Mai, de 1er Novembre ou de 5 Juillet, qu'il n'est pas question que la France, sa France, se prosterne à la mémoire des 45 000 Algériens tués en 1945.

Sétif et l'Arménie...

Il ne faudrait pas s'attendre à ce qu'il soit capable de prononcer un « Je vous ai compris » du légendaire De Gaulle, avec l'héritage duquel il veut opérer une rupture. « Nous ne pouvons pas nous repentir des erreurs de nos parents. » Voilà donc le leitmotiv de Sarkozy à chaque fois qu'il est interpellé sur le devoir de mémoire vis-à-vis de l'Algérie. Sur ce plan, il a le mérite d'être clair même si cela fait mal chez nous. Or, ce principe est à géométrie variable dans son discours et celui des autres hommes politiques français, selon qu'il soit question de repentance à l'égard des juifs, ou encore de l'Allemagne hitlérienne. Il n'y a pas si longtemps, ce même Sarkozy et tout l'establishment français ont fait un chantage incroyable à la Turquie de laquelle ils exigent la reconnaissance d'avoir commis un massacre en Arménie, moyennant son admission à l'Union européenne ! Pourquoi donc Sarkozy brandit-il son veto contre la Turquie sous prétexte qu'elle ne veut pas reconnaître son devoir de mémoire et s'entête dans le même temps à refuser de libérer la conscience française des crimes contre l'humanité commis en Algérie ? Il est vrai que « vérité en deçà des Pyrénées, erreur au-delà », pour reprendre la géniale formule du philosophe français, Pascal. C'est dire que le profil et le caractère du président Sarkozy n'incitent pas à l'optimisme s'agissant de la guerre des mémoires entre la France et l'Algérie. Sauf si la fonction présidentielle qu'il va occuper désormais lui procure le détachement, la grandeur et le sens du devoir nécessaire pour un homme qui veut tout changer. A ce moment-là, il ira sans doute plus loin que la refondation des relations, le traité d'amitié et le partenariat d'exception chers à Chirac. Et le président Sarkozy aurait ainsi bien compris les Algériens qui le lui rendraient bien. En aurait-il le courage et la sagesse ?

[Hassan Moali](#)

La source originale de cet article est [El Watan](#)
Copyright © [Hassan Moali](#), [El Watan](#), 2007

Articles Par : [Hassan Moali](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca